

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40012 MONT-DE-MARSAN

MONT-DE-MARSAN, le 28/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DRT**

448, Route de l'océan  
40560 VIELLE SAINT GIRONS

Référence : 0052.02016

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement DRT Vielle-Saint-Girons implanté 448, route de l'Océan 40560 Vielle-Saint-Girons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société : DRT
- Adresse : 448, route de l'Océan 40560 VIELLE SAINT GIRONS
- Code AIOT : 0052.02016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso Seuil Haut
- Statut IED : Oui

Créée en 1932 sur le site de Vielle Saint-Girons, la société « Les Dérivés Résiniques et Terpéniques » est spécialisée dans la valorisation des produits résineux (essence de térébenthine, colophane de gemme).

À partir de 1965, DRT ajoute à son activité la distillation du Tall Oil et de l'essence de papeterie. Parallèlement, se développait la transformation de la colophane et des terpènes obtenus à partir de cette nouvelle matière première.

Les stations de production permettent la synthèse de résines, de terpènes et d'extraits végétaux.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Incident
- Suite à mise en demeure

## Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dysfonctionnement de la	Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, article 4.3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription, Mesures	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	station d'épuration occasionnant des rejets aqueux		d'urgence	
2	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 avril 2025	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 1 et 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le fonctionnement de la station de traitement des effluents (STEP) du site de Vielle-Saint-Girons s'est inscrit, au cours de l'année 2025, dans un contexte de fonctionnement dégradé consécutif à l'indisponibilité du premier étage de traitement biologique de type MBBR.

Dans cette configuration, la conformité réglementaire des niveaux de rejet a néanmoins été rétablie à compter de juin 2025, conformément aux prescriptions fixées par voie de mise en demeure, grâce à la mise en œuvre d'un traitement tertiaire palliatif, conjuguée à un pilotage adapté des conditions d'exploitation de la station de traitement des effluents.

Ce pilotage s'est notamment traduit par une limitation de la charge polluante admise, fixée à un maximum de 12 tonnes par jour de DCO, en adéquation avec les capacités épuratoires résiduelles de l'installation.

Il est précisé que, hors survenance de l'événement incidentel de décembre 2025, le dispositif de traitement tertiaire mis en place à compter de juin 2025, en complément du bassin biologique et du clarificateur, a permis d'assurer le respect des valeurs limites d'émission applicables aux rejets aqueux du site.

L'événement survenu en décembre 2025 a mis en évidence une robustesse insuffisante du traitement tertiaire utilisé comme dispositif palliatif, dans un contexte de fonctionnement dégradé de la station.

Cet événement trouve son origine dans le blocage de l'entrée du canal d'amenée des effluents par un élément rigide de type morceau de porte de caisson, ayant joué un rôle de précurseur de colmatage et favorisé la constitution d'un amalgame de débris, comprenant notamment des supports biologiques disséminés et des boues accumulées.

Cette obstruction a entraîné une perturbation hydraulique majeure du clarificateur, avec remise en suspension des boues du bassin biologique et du clarificateur et une dégradation brutale des conditions de clarification en amont du traitement tertiaire.

L'événement de décembre 2025 constitue un événement incidentel distinct, ayant entraîné l'indisponibilité simultanée de plusieurs ouvrages de traitement, indépendamment de l'état de remise en service du bassin MBBR.

Par voie de conséquence, le recyclage de boues septiques remises en suspension à la suite de l'événement a entraîné la contamination de la biomasse saine du bassin biologique et une inhibition significative de l'activité bactérienne.

L'effet combiné de ces dysfonctionnements hydrauliques et biologiques a rendu le traitement tertiaire, utilisé comme dispositif palliatif, inopérant pour assurer la conformité des rejets, mettant en évidence

les limites de robustesse de ce dispositif en situation perturbée.

Il est précisé que, si un tel événement était survenu en configuration de fonctionnement nominal de la station de traitement des effluents (MBBR, bassin biologique et clarificateur opérationnels), l'installation aurait également été mise en défaut, le bassin MBBR ne pouvant, à lui seul, assurer la conformité des rejets en l'absence des ouvrages de clarification et de traitement biologique en aval. Toutefois, cet étage aurait néanmoins permis de limiter la charge polluante rejetée au milieu naturel.

Dans ce contexte, l'événement de décembre 2025 ne saurait être regardé comme la conséquence directe de l'indisponibilité du bassin MBBR, mais comme un événement distinct révélant la nécessité de renforcer la robustesse du domaine de fonctionnement du traitement tertiaire en situation transitoire.

Face à cette situation, l'exploitant a maintenu et renforcé les actions de maîtrise des flux polluants, reposant notamment sur :

- la poursuite de la limitation de la charge polluante traitée, en adéquation avec la capacité épuratoire réellement disponible ;
- le renforcement du pilotage hydraulique de la filière, incluant des opérations régulières de nettoyage et de surveillance du canal d'amenée et du clarificateur ;
- la mise en œuvre d'une surveillance renforcée des rejets, comprenant un contrôle quotidien visuel et olfactif du point de rejet à l'océan, ainsi qu'un suivi accru de la qualité des effluents rejetés ;
- l'adaptation des dispositifs de finition du traitement, avec le maintien d'une décantation lamellaire en amont du traitement tertiaire et l'étude de solutions complémentaires visant à abaisser les concentrations en matières en suspension afin de sécuriser le domaine de fonctionnement des filtres à charbon actif.

Les dispositions décrites ci-dessus, ainsi que le calendrier de mise en conformité, sont établis dans le cadre d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure avec mesures conservatoires.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dysfonctionnement de la station d'épuration occasionnant des rejets aqueux non conformes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2013, articles 4.3.2.3 et 4.3.8.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux à l'environnement		
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>L'article du 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2013 dispose que :</u> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées aménagées et exploitée, conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. <u>L'article du 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2013 dispose que :</u> Les effluents résiduaire chimique sont collectées par un réseau spécifique et envoyées à la station d'épuration pour traitement. La combinaison de procédés biochimiques et physico-chimiques assure l'épuration avant rejet à l'océan Atlantique. Le rendement épuratoire de la STEP doit être supérieur à 95% en toute circonstance.  <u>L'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 dispose que :</u> Les effluents résiduaire rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux maximal journalier autorisé. <u>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE: 1314)</u> 300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà. Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution,</li><li>- lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO5 et la DCO,</li><li>- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES,</li><li>- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO5 et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.</li></ul> <u>L'article du 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2013 dispose que :</u> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaire dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.		
Débit de référence	Moyen journalier : 2600 m <sup>3</sup> Maximal : 3800 m <sup>3</sup> /j	
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration moyenne journalière (mg/l)</b>	<b>Flux moyen journalier (kg/j)</b>
DCO	300	780
DBO5	100	260
MES	30	80
AOX	1	3

Cu et composés	0,1	0,3
Cr et composés	0,05	0,1
Ni et composés	0,05	0,1
Zn et composés	0,1	0,3
Indice phénol	0,3	0,8
HCT	1,5	4
Cyanures	0,1	0,3
N total	30	80
P total	10	30
Toluène	4	10
Xylène	1,5	4
Diéthylamine	4	10
DMSE <sub>D</sub>	4	10

#### **Constats :**

##### Libellé de l'évènement survenu :

Dysfonctionnement de la station d'épuration (STEP) du site DRT Vielle-Saint-Girons entraînant des rejets non conformes à l'environnement en sortie de la station de traitement du site.

##### Contexte et Signalements :

L'inspection fait suite à la déclaration d'un événement par l'exploitant le 30 décembre 2025 concernant un dysfonctionnement de la station de traitement des effluents (STEP) à l'origine de rejets aqueux non conformes persistants.

À la date de l'inspection, les rejets en sortie de STEP présentent une non-conformité marquée sur le paramètre demande chimique en oxygène (DCO), avec des concentrations mesurées comprises entre 2 400 et 2 600 mg/L, à comparer à une valeur limite d'émission fixée à 300 mg/L, soit un dépassement de l'ordre de huit fois la valeur réglementaire. Les concentrations en matières en suspension (MES) demeurent également élevées (de l'ordre de 200 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 30 mg/L).

Il est précisé que ces non-conformités s'inscrivent dans un contexte de fonctionnement transitoire dégradé de la station, consécutif à un événement incidentel survenu en décembre 2025, et non dans un régime de fonctionnement stabilisé de l'installation relevant de son domaine de fonctionnement nominal.

Dans le cadre de la mise en place d'une surveillance quotidienne du point de rejet à l'océan, l'exploitant précise qu'il n'a pas identifié d'altération de l'impact visuel ou olfactif des rejets à l'environnement.

##### Origine de l'évènement :

L'évènement trouve son origine dans une perturbation hydraulique de la station de traitement des effluents, consécutive au bouchage de l'entrée du canal d'amenée des effluents entre le bassin d'aération et le clarificateur de la STEP. Les opérations de remise en écoulement ont généré un effet de vague hydraulique, entraînant la remise en suspension de boues accumulées dans le clarificateur.

La recirculation de ces boues vers le bassin d'aération a provoqué une altération significative de

l'activité bactérienne de la biomasse, conduisant à une perte majeure de la capacité épuratoire du traitement biologique. Le rendement épuratoire de la station est ainsi passé d'un niveau nominal de l'ordre de 98 % à un niveau fortement dégradé, évalué à environ 45 %.

Cette dégradation brutale des performances biologiques s'est accompagnée d'une augmentation importante des concentrations en matières en suspension en sortie de clarificateur, plaçant le traitement tertiaire au charbon actif hors de son domaine normal de fonctionnement. Dans ce contexte, ce dispositif a été maintenu hors service afin de prévenir tout risque de colmatage et de dégradation des équipements.

L'enchaînement de ces dysfonctionnements hydrauliques et biologiques a entraîné l'indisponibilité simultanée de plusieurs ouvrages de traitement et caractérise un événement incidentel ponctuel, distinct d'un fonctionnement stabilisé de l'installation, à l'origine des rejets aqueux non conformes observés à compter du mois de décembre 2025.

#### Causes profondes :

L'analyse de la situation montre que le dysfonctionnement constaté est intervenu dans un contexte de fonctionnement déjà dégradé de la station de traitement des effluents. En effet, à la date de l'événement, l'installation ne disposait plus de son premier étage de traitement biologique de type MBBR, celui-ci étant indisponible dans l'attente d'opérations de vidange du bassin et de remplacement des supports bactériens, à la suite de l'événement survenu l'année précédente.

Dans ce contexte, la conformité réglementaire des niveaux de rejet reposait de manière palliative sur la mise en œuvre d'un traitement tertiaire au charbon actif, déployé en substitution temporaire du traitement biologique MBBR, conjuguée à un pilotage adapté des conditions d'exploitation de la station. Dans des conditions de fonctionnement stabilisées et hors survenance d'un événement perturbateur, ce dispositif a permis d'assurer le respect des valeurs limites d'émission applicables aux rejets aqueux.

L'événement survenu en décembre 2025 a toutefois placé la filière de traitement tertiaire hors de son domaine normal de fonctionnement. Le blocage de l'entrée du canal d'amenée des effluents entre le bassin biologique et le clarificateur, lié à la présence de débris matériels (notamment un élément rigide de type morceau de porte ayant aggloméré des boues et des supports bactériens disséminés lors des opérations de vidange du bassin MBBR) a entraîné, lors des opérations de débouchage, une perturbation hydraulique brutale de la filière de clarification.

Cette perturbation hydraulique a provoqué la remise en suspension de boues accumulées dans le clarificateur, puis leur recirculation vers le bassin biologique, entraînant une altération significative de l'activité bactérienne de la biomasse et une dégradation rapide des performances épuratoires de la station. L'augmentation concomitante des concentrations en matières en suspension en sortie de clarificateur a rendu techniquement impossible l'exploitation du traitement tertiaire au charbon actif, celui-ci ayant été maintenu hors service afin de prévenir tout risque de colmatage et de dégradation des équipements.

L'absence de redondance du traitement biologique indépendant du fonctionnement du clarificateur et la dépendance accrue au fonctionnement nominal du clarificateur ont ainsi amplifié les conséquences du dysfonctionnement hydraulique, conduisant à une perte rapide de l'efficacité épuratoire globale et à l'impossibilité d'assurer la conformité des rejets dans les conditions rencontrées. Cette combinaison de facteurs explique l'occurrence de l'événement ayant conduit à des rejets aqueux non conformes.

Il est précisé que, si un événement de même nature était survenu en configuration de fonctionnement nominal de la station de traitement des effluents, incluant un premier étage biologique de type MBBR opérationnel, l'installation aurait également été mise en défaut, le seul fonctionnement du bassin MBBR ne permettant pas d'assurer la conformité des rejets en l'absence des ouvrages de clarification et de traitement biologique en aval.

Dans ce contexte, l'événement de décembre 2025 ne saurait être regardé comme la conséquence directe de l'indisponibilité du bassin MBBR, mais comme un événement incidentel distinct, révélant la

nécessité de renforcer la robustesse du domaine de fonctionnement du traitement tertiaire en situation transitoire, sans remettre en cause son efficacité en régime stabilisé hors événement.

#### Situation constatée lors de l'inspection du 5 janvier 2026

À la date de l'inspection, il est constaté que la station d'épuration fonctionne toujours dans un mode de fonctionnement dégradé sans amélioration significative des niveaux de rejets par rapport à la situation observée au début de l'évènement survenu au mois de décembre. Les performances épuratoires de la STEP demeurent insuffisantes pour assurer le respect des prescriptions réglementaires applicables au site.

Les concentrations en matières en suspension en sortie de clarificateur restent élevées et incompatibles avec la remise en service du traitement tertiaire au charbon actif, lequel demeure indisponible afin de prévenir tout risque de colmatage des équipements. Dans ce contexte, seule une décantation lamellaire est actuellement mise en œuvre en finition du rejet. Les concentrations en DCO mesurées en sortie de STEP sont comprises entre 2 400 et 2 600 mg/L, à comparer à une valeur limite d'émission réglementaire fixée à 300 mg/L, soit un dépassement de l'ordre de huit fois la valeur autorisée.

L'amélioration attendue de la décantation du clarificateur apparaît, à ce stade, plus lente que celle initialement envisagée par l'exploitant. Toutefois, les éléments communiqués par celui-ci indiquent une reprise progressive de l'activité bactérienne du bassin d'aération, laissant entrevoir une amélioration naturelle et graduelle des performances épuratoires.

Néanmoins, afin de ne pas dépendre exclusivement d'une amélioration naturelle à un rythme progressif mais non maîtrisé, et de sécuriser un retour à la conformité dans un délai maîtrisé et ferme, l'exploitant a engagé des actions visant à accélérer la remise en service du traitement tertiaire, notamment par l'étude et la mise en œuvre de dispositifs complémentaires destinés à abaisser les concentrations en matières en suspension en amont des filtres à charbon actif.

Sous réserve de la mise en œuvre effective de ces mesures et de leur efficacité, l'exploitant estime pouvoir atteindre une remise en conformité des rejets dans un délai de l'ordre de deux mois.

Au point de rejet à l'océan, l'exploitant poursuit un suivi quotidien. Aucun impact visuel ou olfactif significatif n'est signalé lors des contrôles journaliers. Toutefois, lors de l'inspection, le rejet présentait un aspect visuel blanchâtre et turbide, distinct de l'aspect habituellement observé en fonctionnement nominal, ainsi qu'une tenue de mousse plus marquée. Aucune augmentation perceptible des odeurs caractéristiques de terpènes n'a été relevée.

Dans le cadre de la gestion de cet évènement, l'exploitant indique s'engager à mettre en œuvre un plan d'actions, visant à rétablir la conformité des rejets et à prévenir la réitération de situations similaires. Ce plan s'articule autour des axes suivants :

#### **1. Maîtrise de la qualité des rejets et du fonctionnement de la STEP en mode dégradé**

L'exploitant maintient une gestion volontairement restrictive de la station d'épuration, fondée sur une limitation de la charge polluante admise à un maximum de 12 tonnes par jour, correspondant à la capacité minimale compatible avec le fonctionnement du traitement biologique.

Dans l'attente du rétablissement d'une biologie pleinement fonctionnelle, la STEP est ainsi maintenue dans un état de fonctionnement volontairement réduit, afin de limiter l'ampleur des rejets non conformes tout en conservant une charge minimale indispensable au renouvellement de la biomasse assurant l'épuration biologique de l'effluent à traiter.

Ce compromis de maintien d'exploitation est jugé nécessaire pour permettre un retour progressif à un rendement épuratoire conforme au fonctionnement nominal de l'installation.

#### **2. Maîtrise des conditions hydrauliques**

La restauration progressive des performances du traitement biologique repose notamment sur la maîtrise des conditions hydrauliques de la station d'épuration et sur la stabilisation des conditions



d'exploitation du clarificateur, conditions indispensables au renouvellement et au maintien de l'activité de la biomasse.

À ce titre, il est constaté que l'exploitant procède à des opérations préventives quotidiennes de débouchage et de nettoyage du carneau d'entrée du canal d'amenée, réalisées à chaque quart d'exploitation afin de limiter les risques d'obturation. Toutefois, ces opérations sont actuellement réalisées sans visualisation directe de l'ouvrage, ce qui ne permet pas de garantir l'efficacité réelle du nettoyage ni d'exclure la persistance ou la reconstitution rapide de zones d'accumulation de matières.

Dans ce contexte, l'inspection considère que la fiabilité de ces opérations n'est, à ce stade, pas démontrée. En conséquence, il est demandé à l'exploitant de conduire une étude visant à fiabiliser durablement la maîtrise hydraulique du canal d'amenée, notamment par l'examen de solutions techniques adaptées (notamment par l'étude et la mise en œuvre de dispositifs pérennes de visualisation ou de surveillance, ainsi que, le cas échéant, par une adaptation du dimensionnement ou de la conception du carneau d'entrée du canal de transfert), afin de prévenir toute nouvelle perturbation hydraulique susceptible d'affecter les performances épuratoires de la STEP.

### **3. Sécurisation du fonctionnement du traitement tertiaire face aux aléas d'exploitation**

Afin de sécuriser un retour à la conformité dans un délai maîtrisé, l'exploitant étudie et met en œuvre, en lien avec son prestataire, des solutions techniques visant à abaisser les concentrations en matières en suspension en amont du traitement tertiaire au charbon actif, en vue de sa remise en service dans des conditions compatibles avec son domaine de fonctionnement.

Compte tenu de la nécessité de prendre en compte les aléas d'exploitation susceptibles d'affecter le fonctionnement de la station d'épuration, l'inspection demande à l'exploitant de fiabiliser le domaine de fonctionnement du traitement tertiaire, afin que celui-ci demeure opérationnel et efficace en cas de variations des conditions hydrauliques ou de charge.

À ce titre, l'inspection demande la réalisation d'une étude visant à définir un dispositif de prétraitement en amont des filtres à charbon actif et, le cas échéant, sa mise en œuvre, afin de limiter les risques de colmatage, de sécuriser l'exploitation du traitement tertiaire et de garantir le respect des valeurs limites d'émission.

### **4. Suivi renforcé des rejets et du milieu récepteur**

L'exploitant poursuit un suivi renforcé du point de rejet au milieu naturel, comprenant une surveillance quotidienne visuelle et olfactive, afin de détecter toute évolution susceptible d'affecter le milieu récepteur.

À ce titre, il est constaté que l'exploitant a mis en place une surveillance quotidienne du point de rejet à l'océan, maintenue jusqu'à la mise en conformité des rejets issus de la station de traitement des effluents. Cette surveillance vise notamment à vérifier l'absence de désordre visuel ou olfactif, l'absence de stagnation d'effluents au droit du point de rejet, ainsi que la bonne diffusion des rejets en milieu marin, sans création de lagune sur la plage.

L'inspection demande que ce suivi soit complété par un renforcement du suivi de la qualité des rejets, incluant la réalisation de contrôles hebdomadaires des paramètres physico-chimiques fixés à l'article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013.

Compte tenu de la persistance de rejets non conformes et afin d'évaluer l'impact potentiel de ces rejets sur le milieu récepteur, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle étude d'interprétation de l'état du milieu au droit du point de rejet à l'océan. Cette étude devra être engagée dans un délai d'un mois et aura pour objectif d'apprécier l'état du milieu récepteur et les éventuels effets des rejets non conformes observés.

### **5. Objectif de retour à la conformité réglementaire des niveaux de rejet**

Sous réserve de la mise en œuvre effective de l'ensemble des mesures précitées et de leur efficacité, l'exploitant indique viser un retour à la conformité réglementaire des rejets dans un délai de l'ordre de deux mois.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il est proposé de prendre, à l'encontre de l'exploitant, un arrêté de mise en demeure assorti de mesures d'urgence conservatoires, reprenant en termes d'objectifs le plan d'actions présenté et les demandes formulées par l'inspection.

#### Action n°5 – Mise en demeure : retour à la conformité des rejets :

Il est proposé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et le respect des valeurs limites d'émission applicables aux rejets aqueux, notamment une concentration moyenne journalière en demande chimique en oxygène (DCO) de 300 mg/L, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 avril 2025 :

- de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions relatives aux valeurs limites d'émission, prévues à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ainsi qu'aux articles 4.3.8.3 et 4.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013, en encadrant strictement la période transitoire estimée à deux mois, durant laquelle des rejets non conformes sont susceptibles de persister ;
- de compléter l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 avril 2025, afin de préciser le délai actualisé de remise en service du premier étage de traitement biologique de type MBBR, fixé à trois mois maximum, cette remise en service s'inscrivant dans une démarche de retour à une conformité structurelle et pérenne de l'installation.

La mise en œuvre de cette mise en demeure repose, pour la période transitoire, sur les mesures d'urgence conservatoires détaillées aux actions n°1 à n°4, lesquelles constituent les moyens opérationnels permettant d'assurer, dans la mesure du possible, le respect des valeurs limites d'émission et de limiter l'impact environnemental des rejets dans l'attente du rétablissement complet de la filière de traitement.

#### Actions n°1 à 4 – Mesures d'urgence conservatoires

Dans l'attente du rétablissement de la conformité des rejets, il est proposé d'assortir la mise en demeure des mesures conservatoires suivantes :

##### **Action n°1 – Réduction de la charge polluante admise**

Maintien d'une limitation de la charge polluante traitée à un maximum de 12 tonnes par jour, correspondant à la capacité minimale compatible avec le fonctionnement du traitement biologique, afin de limiter l'ampleur des rejets non conformes tout en permettant le renouvellement de la biomasse.

##### **Action n°2 – Maîtrise des conditions hydrauliques**

Mise en œuvre et fiabilisation des actions nécessaires à la maîtrise des conditions hydrauliques du canal d'amenée reliant le bassin biologique au clarificateur, afin de prévenir toute nouvelle obturation ou perturbation hydraulique susceptible d'affecter les performances épuratoires.

##### **Action n°3 – Sécurisation du fonctionnement du traitement tertiaire face aux aléas d'exploitation**

Réalisation d'une étude visant à fiabiliser le domaine de fonctionnement du traitement tertiaire, notamment par l'examen et, le cas échéant, la mise en place d'un dispositif de prétraitement en amont des filtres à charbon actif, afin de garantir l'efficacité du traitement tertiaire en cas d'aléas d'exploitation.

##### **Action n°4 – Suivi renforcé des rejets et du milieu récepteur**

Poursuite d'un suivi renforcé des rejets et du point de rejet au milieu naturel, incluant une surveillance quotidienne visuelle et olfactive jusqu'à la mise en conformité des rejets.

Ce suivi est complété par la réalisation de contrôles hebdomadaires des paramètres physico-chimiques

des rejets, conformément aux prescriptions fixées à l'article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013.

L'exploitant réalisera en outre une nouvelle étude d'interprétation de l'état du milieu (IEM) au droit du point de rejet à l'océan, dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Mesures d'urgence

**N° 2 :** Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 avril 2025

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral de mise en demeure 2025-97 du 16/04/2025

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Par arrêté préfectoral n°2025-97 du 16 avril 2025, la société DRT, exploitant le site industriel situé au 448 route de l'Océan, sur la commune de Vielle-Saint-Girons, a été mise en demeure de se conformer :

- aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- aux dispositions des articles 1.3.1, 4.3.2.3 et 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2013,

et ce dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté, par la mise en conformité des rejets aqueux issus de la station de traitement des effluents (STEP) et l'adaptation de la charge polluante admissible.

En outre, l'arrêté préfectoral prescrit, au titre de mesures d'urgence (article 2), la limitation progressive des flux polluants émis à l'environnement selon un échéancier de valeurs limites en DCO, la mise en place d'une surveillance quotidienne du point de rejet, ainsi que la réalisation d'une étude d'impact environnemental et sanitaire et d'une interprétation de l'état des milieux, afin de s'assurer de la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Enfin, l'exploitant est tenu de définir une organisation pérenne de traitement des effluents et un plan d'actions assorti d'un échéancier visant le retour à un fonctionnement nominal des équipements de traitement.

**Constats :**

Au regard des suivis analytiques disponibles et des constats réalisés par l'inspection, tels que communiqués notamment dans le cadre de la mise en demeure du 16 avril 2025, il est constaté que :

- les concentrations en demande chimique en oxygène (DCO) des rejets aqueux ont été conformes aux valeurs réglementaires applicables à compter du 13 juin 2025, avec des valeurs inférieures à 300 mg/L de manière continue ;
- la charge polluante admise en entrée de la station de traitement des effluents (STEP) a été maintenue à un niveau inférieur à 12 tonnes par jour de DCO, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral ;
- l'ensemble des échéances intermédiaires fixées par l'arrêté préfectoral (1 500 mg/L, 1 000 mg/L puis 500 mg/L en DCO) a été respecté dans les délais prescrits ;
- une organisation de traitement des effluents a été mise en place dans un cadre transitoire, reposant sur un pilotage spécifique de la filière et la mise en œuvre d'un traitement tertiaire mobile (décantation lamellaire suivie de filtres à charbon actif), opérationnel depuis le 18 août 2025, ayant permis d'assurer la conformité des rejets dans des conditions de fonctionnement stabilisées et encadrées de la station ;
- une surveillance quotidienne du point de rejet à l'océan a été réalisée, sans mise en évidence de

désordre environnemental, tant sur le plan visuel qu'olfactif, et avec une bonne diffusion du rejet ;

- les études environnementales et sanitaires réalisées, incluant un suivi de type « eaux de baignade » et une interprétation de l'état des milieux (IEM), concluent à l'absence d'impact significatif des rejets sur les milieux et les usages constatés.

Au regard de ces éléments, l'inspection considère que les objectifs de la mise en demeure du 16 avril 2025 relatifs au respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux ont été atteints et maintenus sur ces 5 points jusqu'à la survenance de l'événement incidentel de décembre 2025.

S'agissant du retour à un fonctionnement pleinement nominal du bassin biologique de type MBBR, l'exploitant a engagé les travaux nécessaires. Les difficultés techniques rencontrées tiennent notamment à la siccité importante des boues, aux quantités de boues et de supports biologiques à évacuer, ainsi qu'aux contraintes d'accessibilité du bassin MBBR, ouvrage aérien d'environ cinq mètres de hauteur, implanté au centre d'un bassin annulaire d'aération. Ces contraintes ont conduit l'exploitant et son prestataire à adapter les modalités d'intervention, notamment par le recours à un camion hydrocureur équipé d'un dispositif d'aspiration et d'égouttage des supports biologiques, avec un planning actualisé visant un retour à un fonctionnement nominal du bassin MBBR à l'horizon de la fin du mois de mars 2026.

Il est précisé que la remise en service du bassin biologique de type MBBR constitue une action distincte des objectifs de qualité des rejets aqueux, s'inscrivant dans une démarche de retour à une conformité structurelle et pérenne de l'installation.

En regard de ces constats, il apparaît que l'exploitant s'est engagé dans une démarche de retour à la conformité et que les actions nécessaires ont été engagées, certaines restant en cours de finalisation pour le premier étage de traitement biologique, tandis que le dispositif de traitement tertiaire palliatif a été rendu temporairement inopérant à la suite d'un événement incidentel distinct survenu en décembre 2025.

En conséquence, l'absence de remise en service du bassin MBBR à la date de l'inspection ne saurait être regardée comme constitutive d'une non-conformité active au regard du respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux, ni comme ayant contribué directement à l'événement de décembre 2025.

De ce fait, et à ce stade, aucune suite administrative n'est engagée au titre du respect des valeurs limites d'émission.

Il convient toutefois de compléter la mise en demeure du 16 avril 2025, afin de préciser et d'encadrer, à titre de complément, le délai de remise en service du bassin MBBR (estimé par l'exploitant à trois mois) ainsi que les dispositions transitoires visant à sécuriser le fonctionnement de la station de traitement des effluents dans l'attente de ce retour à un fonctionnement pleinement nominal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription